

Emoi après une évacuation de migrants à Paris

Débordé par l'afflux de sans-papiers, le gouvernement multiplie les opérations policières à La Chapelle

Le débat politique se durcit autour de la question des migrants. « Quelqu'un peut-il m'expliquer la différence entre ce que faisait la droite en 1996 à l'église Saint-Bernard et ce que fait ce gouvernement ? », s'interrogeait lundi soir le secrétaire national du Parti de gauche, Alexis Corbière, après la troisième évacuation menée en une semaine contre un groupe d'une centaine d'Africains installés dans le 18^e arrondissement de Paris. En rappelant l'expulsion de Maliens et de Sénégalais sans papiers opérée après des coups de hache dans le portail de l'église du quartier il y a dix-neuf ans, par le gouvernement d'Alain Juppé, M. Corbière résumait l'émotion d'une partie de la gauche et des associations à l'issue de l'intervention de CRS lundi après-midi.

L'opération policière menée dans le nord de la capitale a en effet déclenché un tollé au sein de la gauche radicale. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est dit « révolté » par le comportement du premier ministre, Manuel Valls, « qui envoie la force publique contre les réfugiés de la halle Pajol », quand Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EEVL, a parlé de « honte » à propos de cette évacuation musclée à coups de gaz lacrymogènes.

Lundi en début d'après-midi, des CRS ont investi la Halle Pajol pour emmener les migrants qui s'y étaient installés depuis quelques jours. L'opération s'est heurtée à la résistance des associatifs et des habitants du quartier, organisés en un cordon protecteur. « Ça a été très violent, c'est une honte », déplorait quelques heures après une représentante d'Entraide Citoyenne, le collectif de soutien monté pour aider les groupes d'Africains installés sur le parvis de la bibliothèque de la rue Pajol. Certains migrants y dormaient, d'autres passaient pour manger dans ce lieu situé à quelques centaines de mètres du campement de la station de métro La Chapelle, qui avait été leur camp

L'opération s'est heurtée à la résistance des associatifs et des habitants organisés en un cordon protecteur

de base depuis l'été 2014 et d'où ils avaient été délogés mardi 2 juin.

Ce matin-là, les 450 personnes qui vivaient sous des tentes dans ce lieu insalubre, ont été priées de monter dès l'aube dans des bus. Ils avaient précédemment été « triés » et leurs noms inscrits sur des listes afin d'être emmenés vers des destinations correspondant à leur profil. Au sein de ce groupe d'Érythréens, de Soudanais, de Somaliens ou d'Égyptiens, les familles et les demandeurs d'asile ont pu bénéficier d'un hébergement pérenne. En revanche, les 224 hommes seuls qui ne souhaitent pas solliciter le statut de réfugié n'ont bénéficié que de trois nuits d'hébergement d'urgence, finalement complétées de quatre autres, vu le brouhaha médiatique.

Ce sont des membres de ce groupe de jeunes adultes qui sont revenus dans le 18^e arrondissement, rejoints par ceux qui dormaient à La Chapelle et dont les noms ne figuraient sur aucune liste ou par les victimes d'un mauvais aiguillage. Il n'est pas exclu par ailleurs que de nouveaux migrants, arrivés récemment d'Italie, se soient aussi greffés sur le groupe. Le camp expulsé fait partie des adresses qu'on se passe entre migrants sur le chemin de l'Europe.

Après la vie collective du campement, quelques migrants ont eu du mal à rester isolés dans leur chambre d'hôtel, située parfois jusqu'à 100 kilomètres de Paris, et sont revenus sur le parvis de l'église Saint-Bernard, d'où ils ont



Lors de l'évacuation des migrants, rue Pajol, à Paris (18^e), lundi 8 juin. LAURENCE GEAU/SIPA

été évacués une nouvelle fois vendredi 5 juin par les forces de l'ordre, avant de finalement investir la rue Pajol jusqu'au départ de 84 d'entre eux lundi en bus vers des commissariats, pour un nouvel interrogatoire.

« Ils avaient faim »

Pour Florent Gueguen, le directeur général de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS), « ces gens ont quitté les hôtels où on les a emmenés, car ils n'avaient pas d'argent pour manger. Une fois coupés des réseaux d'entraide du quartier de La Chapelle, ils avaient faim. Les autorités auraient quand même pu prévoir un peu de nourriture ».

Aurélien El Hassak-Marzorati, directrice générale d'Emmaüs Solidarité, craint, elle, que ces Africains n'aient été instrumentalisés pour des raisons politiques par des militants qui rêvent de rejouer la partition de l'église Saint-Bernard. En 1996, en effet, le cortège des 300 sans-papiers était aussi passé par la halle Pajol et avait fédéré au fil des mois en un mouvement national qui a marqué les consciences.

Dans la cacophonie ambiante, M^{me} Hassak-Marzorati refuse pourtant de jeter la pierre aux autorités, estimant que « l'engagement pris de ne laisser personne sans solution a été tenu », même si elle reconnaît que les héberge-

ments trouvés n'étaient pas optimaux. Un sentiment que ne partage pas Florent Gueguen, qui estime avoir « été berné ». A La Chapelle, les associations ont bataillé pied à pied pour gagner l'engagement que les migrants « économiques », non éligibles au statut de réfugié, disposeraient d'un relogement le plus long possible.

Ils auront finalement bénéficié de sept nuits dans un lit avant que le préfet de police de Paris, Bernard Boucault, ne précise lundi soir : « Maintenant on applique la loi. Ceux qui ne veulent pas demander l'asile n'ont pas vocation à rester sur le territoire. » Peu avant, le Front national avait interrogé, par la voix de son secrétaire général, Ni-

colas Bay : « Evacuer pour mieux reloger aux frais du contribuable, à quel bon ? Il faut expulser du territoire national tous les clandestins. »

Ces opérations policières de dispersion des migrants de la capitale montrent combien la Ville de Paris et le gouvernement craignent de voir s'installer un camp pérenne. Les rebondissements de l'expulsion de La Chapelle vont retarder de quelques jours l'opération prévue sur l'autre camp, situé en bordure de Seine, sous la Cité de la mode, mais son heure viendra, à n'en pas douter. Le spectre de Calais et de son bidonville de 3 000 migrants plane désormais sur toutes les décisions. ■

MARYLINE BAUMARD